

# **BUDGET-FINANCES**

**GROUPE DES ELUS COMMUNISTES**

---

**Conseil régional  
Réunion des 21 et 22 décembre 2006**

## **Intervention de Josiane Corbic A propos des orientations pour le budget 2007**

Monsieur le Président,  
Cher(e)s collègues,

Côté recettes, 2007 s'annonce, une nouvelle fois, une année difficile pour les régions. Le dogme de la baisse des dépenses publiques met le budget de l'Etat au régime sec.

Parallèlement, le gouvernement poursuit dans la voie des cadeaux aux plus riches, avec 4,2 milliards d'impôts en moins pour les ménages, mais qui profitent évidemment davantage aux plus aisés, et à nouveau 1,7 milliard pour les entreprises.

Depuis 5 ans, ces cadeaux fiscaux représentent 23 milliards d'euros, auxquels il faut ajouter 17 milliards d'exonérations aux entreprises.

Après de tels choix, le désengagement de l'Etat se poursuit avec des dotations en baisse pour la Région, des négociations difficiles sur le contrat de projets.

Les transferts de compétences mal compensés, nous coûteraient plus de 30 millions d'euros dès 2007.

Il n'est pas étonnant que dans un récent sondage, les Français réclament une pause dans la décentralisation telle qu'elle se fait actuellement.

L'Etat recule, nous laissant de nouveaux besoins à financer, réduisant les services publics pour faire la part belle au marché.

Dans le même temps, la précarité s'accroît, générant une nouvelle pauvreté, y compris chez des salariés.

Dans la France du 21<sup>ème</sup> siècle, 7 millions de personnes vivent avec moins de 700 euros par mois, le seuil de pauvreté, et l'INSEE considère que 22% de la population est concernée par des conditions de vie difficiles !

Le poids des impôts indirects plus injustes socialement s'accroît dans les recettes, pesant toujours plus sur les ménages modestes.

Il est temps de changer la donne et d'aller vers une fiscalité plus juste.

Taxer de 1%, comme le proposent les communistes, les actifs financiers, qui ont augmenté de 107% en 10 ans, rapporterait 35 milliards d'euros, pour des dépenses utiles.

La Bretagne qui souffre d'une situation défavorable avec un potentiel fiscal faible, pourrait bénéficier d'une plus juste péréquation dans la répartition des ressources nationales.

Cependant, malgré les insuffisances de l'Etat, le Conseil régional entend faire de 2007 une année de maintien des équilibres et de consolidation, en n'augmentant pas les impôts directs.

Il s'agit en cela de pouvoir mener nos politiques aussi bien en termes d'investissements sur nos compétences, en particulier pour faire face aux investissements lourds que vont représenter les infrastructures ferroviaires, que sur des politiques de qualité que nous avons décidées en commun.

Les élus communistes considèrent que l'impôt et particulièrement l'impôt sur le revenu est un outil de justice sociale.

Pour les taxes locales touchant les ménages, une réforme serait nécessaire pour qu'elles prennent mieux en compte les ressources, ou encore que les bailleurs sociaux soient exonérés de taxe foncière, qui pèse lourdement sur leurs budgets.

Cela dit, les impôts levés par les régions sur les ménages restent limités puisqu'ils ne concernent que 2,97 % de la taxe foncière.

Quant à la taxe professionnelle, le gouvernement a jeté le rapport Fouquet aux orties.

Il indiquait pourtant clairement que le poids de la TP venait après bien d'autres considérations dans les choix d'implantation des entreprises.

Alors qu'on nous rebat les oreilles avec le coût du travail, le département du travail américain précisait récemment qu'une heure de travail dans l'industrie coûte 29,9 dollars en Allemagne, 24,1 pour l'Europe des quinze, 22 aux Etats-Unis, et 21,1 en France.

Evidemment c'est beaucoup plus cher qu'en Inde, mais les conditions de vie des Indiens sont-elles enviables ?

Le rapport Fouquet indiquait aussi que la sphère financière était sous-fiscalisée.

Bien plus que la fiscalité, ce qui pèse sur les comptes des entreprises qui investissent, ce sont les intérêts d'emprunt que leur imposent les banques.

Dans ce contexte, si nous considérons que 2007 peut être une année de pause fiscale, il ne s'agit pas de considérer la hausse de la fiscalité comme un sujet tabou, dès lors qu'il s'agit bien de financements utiles à tous.

En effet, en face des recettes, il y a les dépenses.

Pour l'année 2007, les grandes orientations engagées depuis 2004 sont confirmées.

Dans le domaine des transports, les efforts vont se poursuivre sur la rénovation des gares, du matériel, et une nouvelle grille tarifaire, plus solidaire, va être mise en œuvre, ce qui contribuera à réduire les inégalités, nous y reviendrons.

Concernant le développement économique, une charte permettra d'inciter les entreprises à favoriser des emplois de qualité, l'égalité professionnelle, le dialogue social, et à préserver l'environnement.

A notre avis, les pôles de compétitivité devront aussi s'inscrire dans cette volonté de transparence.

L'économie sociale et solidaire sera davantage soutenue.

Dans les lycées, malgré des difficultés liées au marché du bâtiment, le PPI avance.

Après la mise en place de l'aide à l'achat des manuels scolaires, les tarifs des cantines vont être remis à plat pour plus d'égalité entre les établissements publics bretons.

Dans le domaine de l'environnement, le débat autour du plan énergie pour la Bretagne sera un moment important, car l'insuffisance énergétique de notre région devient un handicap à son développement.

En matière de culture et de sport, les politiques ambitieuses élaborées en 2005 et 2006 se déploient, avec le développement de conventions, le financement de nouveaux équipements.

La politique en faveur du logement des jeunes va s'engager, notamment avec l'appel à projets auprès des bailleurs et des collectivités.

D'autres dispositifs visant à aider la jeunesse, comme le passeport pour la culture et le sport, devront être engagés rapidement.

Les dépenses de fonctionnement sont maîtrisées, et quoiqu'en disent certains de l'autre côté de l'hémicycle, nous restons au 18<sup>ème</sup> rang des régions françaises pour les dépenses de personnel.

Malgré nos efforts pour obtenir des marges de manœuvre, la Bretagne reste au dernier rang pour les dépenses par habitant à 267 euros, contre une moyenne nationale de 347 euros, révélant la difficulté à rattraper la gestion à minima des années passées.

Dans ces conditions, Monsieur le Président, ces orientations vont bien dans le sens de la politique définie par la majorité, elles auront donc notre soutien.